

Les récits du déclin et de la relance de Montréal face aux défis de l'aménagement urbain

Gilles Sénécal

Volume 41, numéro 114, 1997

Les territoires dans l'oeil de la postmodernité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022677ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022677ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sénécal, G. (1997). Les récits du déclin et de la relance de Montréal face aux défis de l'aménagement urbain. *Cahiers de géographie du Québec*, 41(114), 381–391. <https://doi.org/10.7202/022677ar>

Résumé de l'article

Les thèses du déclin et de la relance de Montréal sont traversées par deux métarécits complémentaires et concomitants: le récit urbain moderne et les approches post-modernistes. Le but de cet essai est de comprendre comment ces deux métarécits s'appliquent aux projets d'aménagement urbain.

Les récits du déclin et de la relance de Montréal face aux défis de l'aménagement urbain

Gilles Sénécal
INRS-Urbanisation
Montréal

Résumé

Les thèses du déclin et de la relance de Montréal sont traversées par deux métarécits complémentaires et concomitants: le récit urbain moderne et les approches post-modernistes. Le but de cet essai est de comprendre comment ces deux métarécits s'appliquent aux projets d'aménagement urbain.

Mots-clés: modernité, postmodernité, récit, aménagement urbain.

Abstract

The Narratives of the Decline and Revitalization of Montreal Faced With the Challenges of Urban Planning

This essay deals with two proposals, the modern urban narrative and postmodernist approaches in order to understand the theses concerning the decline and revitalization of Montréal. These narratives are interpreted as being complementary and concomitant, for a better understanding of how they apply to the urban planning projects.

Key Words: modernity, postmodernity, narrative, urban planning.

Plutôt que d'expliquer le déclin ou la relance de Montréal à partir des relations économiques stratégiques, dont les théories des places centrales et des pôles de croissance sont les archétypes, s'offre l'option de questionner les approches soulevées par des courants culturalistes voire postmodernistes. L'analyse inclut alors les dimensions sociales et culturelles du phénomène urbain ainsi que les formes de l'aménagement des lieux et les relations humaines et sociales qui s'y déroulent. Une telle exploration part de la critique de la pensée rationaliste et fonctionnaliste qui, en architecture et en urbanisme, a marqué de longue date l'épistémologie de l'aménagement (Sokoloff, 1988; Hamel, 1993). Elle peut reprendre aussi un bon nombre des caractéristiques identifiées au courant culturaliste en architecture et en urbanisme qui, tel que défini par Choay (1965), valorisait le retour à la tradition, à l'idée de communauté et aux formes architecturales et urbanistiques chargées de symboles. La réflexion se prolonge avec les courants postmodernistes, notamment avec la notion de paysage moral, qui sert de point d'appui au respect de l'hétérogénéité des formes bâties et aménagées, dans le souci de la satisfaction des besoins locaux et, surtout, de la participation du sujet à la construction de son

environnement (Ley, 1993). Plus généralement, les thèses postmodernistes apportent à la fois une critique des métarécits, inspirée de Lyotard (1979), et une contreproposition, une sorte de récit sans projet global d'émancipation, au contenu éclaté et empreint de relativisme. Toutefois, si la critique de l'aménagement urbain moderniste et rationaliste souligne tant de promesses trahies, elle ne propose pas d'orientations claires: l'urbanisme «alternatif» ne parviendrait donc pas à imposer de nouvelles formes d'intervention achevées (Ahtik, 1988).

Pour les fins de la présentation, un récit urbain moderne est défini et compris comme un grand récit qui présente la métropole comme le produit fini du développement économique, du système hiérarchisé des villes et le témoin d'un progrès menant, pourquoi pas, au bonheur pour tous. Ce récit urbain se construit à même le projet moderne, puis il évolue rapidement dans le contexte «fin de siècle» de l'époque contemporaine. Il est dorénavant soumis à la lecture critique des approches qualifiées de postmodernes de la ville. Celles-ci génèrent d'abord une incrédulité à l'égard des grands idéaux de la modernité, en préférant s'attacher à la quête de l'authenticité personnelle, des différences culturelles et, pour l'environnement construit, d'un nouvel esthétisme dans lequel la nature et l'idée de patrimoine renouvellent les concepts de paysage urbain et d'espace vécu. Les thèses postmodernes appliquées à la ville sous-tendent des propositions d'aménagement associées à la qualité de vie et de l'environnement, ainsi qu'à la recherche d'expériences urbaines dans des lieux singuliers et chargés de sens, ouverts à la dimension sensible (Berdoulay et Entrikin, 1994; Voyé, 1990). Elles s'incarnent avec les conceptions culturelles ou environnementales de la ville. Cela étant, on se demande cependant si elles diffèrent vraiment des représentations identifiées préalablement au récit urbain moderne. Preuves en sont les notions de métropoles culturelles et de pôles culturels qui vont aussi dans le sens des nouvelles économies urbaines. De telles approches à référence culturelle sous-entendent que les investissements dans le secteur culturel favorisent le développement de la ville et participent à sa richesse. Ne constituent-elles pas ainsi une proposition «alternative» qui vient finalement enrichir le récit urbain moderne et, hypothétiquement, reconduire un certain idéal de progrès? Pourtant, les incertitudes s'amplifient. La référence à l'idéal de progrès s'épuise. De nouveaux concepts surgissent, comme le développement durable, la conservation des paysages, la qualité de vie et de l'environnement. Plus encore, le grand mouvement moderniste semble avoir laissé beaucoup d'insatisfaits. Les débats en aménagement font justement la preuve de l'incrédulité du sujet. L'ère est à la participation de l'individu à la définition de son cadre de vie et de son environnement. Dès lors, les propositions modernes et postmodernes ne se confondent-elles pas au point de s'enrichir l'une l'autre? En fait, il est entendu que le postmoderne ne succède pas au moderne, puisqu'il n'existe pas une quelconque logique évolutive (Lyotard, 1993). Pour les fins de la discussion, le récit urbain moderne est présenté comme concomitant et sous tension avec les thématiques associées à la postmodernité (Sénécal, 1997; Sénécal et Saint-Laurent, à paraître en 1999).

Le présent essai propose de comprendre l'évolution urbaine de la région métropolitaine de Montréal, en supputant la thèse du déclin de Montréal et les projets de relance, alors que se dévoile un renouvellement des discours à la faveur

des thèses culturalistes, postmodernes ou alternatives, peu importe le qualificatif dont on les affuble.

LE DÉCLIN ET LA RELANCE DE MONTRÉAL: UNE IMAGE BROUILLÉE

Il se dégage des écrits un peu anciens sur Montréal — pensons au *Montréal économique* que coordonna Esdras Minville pour le tricentenaire de la ville (Minville *et al.*, 1943) ou à *L'esquisse de géographie urbaine* de Raoul Blanchard (1953) — l'image d'une modernité accomplie. En gros, cette image renvoie à l'essor d'une élite dynamique et ingénieuse qui profite d'un site exceptionnel pour construire une métropole industrielle de premier plan. Cette ville industrielle, portuaire, carrefour des chemins de fer et site d'innovation témoigne d'une maîtrise peu commune de l'espace. La thèse magistrale de Marsan (1974) en retrace l'évolution, en saisissant l'étonnante capacité d'adaptation et de création de la société montréalaise. L'expansion de la ville est brusque et rapide: les développeurs accaparent les franges naturelles et rurales de l'île, puis les couronnes, sans suivre de dessein clair en matière d'aménagement. Cette image d'une ville moderne agrmente certainement la réalité, mais elle exprime une réelle volonté de métropolisation. Un premier constat s'impose alors: l'héritage naturel, urbanistique et architectural s'épuise rapidement en laissant un sentiment de dispersion. Dès le début du XX^e siècle, des propositions de planification se profilent, notamment avec le programme *For a Better Montréal* (1910) de la *City Improvement League*, le livre *La métropole de demain* (1910) de G. A. Nantel, la création de la Commission métropolitaine de Montréal en 1921, l'édition spéciale d'urbanisme de la *Revue Municipale* en 1927 et enfin le schéma d'aménagement de Jacques Gréber pour Montréal dans les années quarante (Sénécal, 1997a). Plus près de nous, les travaux du service d'urbanisme de la ville de Montréal, réalisés au milieu des années soixante, affichent les premiers doutes: l'étalement est compris comme une perte environnementale et son constat doit mener à un effort de planification. *Montréal Horizon 2000* appela sans succès à une planification métropolitaine raisonnée (Ville de Montréal, 1967). En somme, face à l'expansion urbaine chaotique de l'agglomération, des spécialistes et des acteurs interviennent, à intervalles réguliers, pour défendre une démarche rationnelle, de conception moderne, en matière d'aménagement urbain.

De ce point de vue, le cadre d'aménagement de la métropole suscite de nombreuses craintes. Des réponses suivront, dont l'option préférentielle d'aménagement de l'OPDQ en 1979, le rapport Pichette (GTMR, 1994) et l'actuelle proposition de la création d'une Agence métropolitaine de développement. Il en ressort une impression d'incertitude et de doute mêlés. Au regard des critères d'un aménagement de qualité et d'une planification raisonnée, Montréal semble perdre ses qualités intrinsèques au nom de l'idéologie de la croissance (Marsan, 1983, chap. 3; Lanken, 1991): ville à l'aspect bombardé, au patrimoine dilapidé, reconstruite mais dispersée, elle n'aurait plus les ressources pour revendiquer le titre de métropole de haut niveau. Une telle critique des réaménagements urbains récents étayent l'hypothèse d'une érosion de l'identité paysagère de Montréal: sa beauté perdue et son originalité douteuse hypothéqueraient la relance.

Un deuxième constat vient brouiller de façon encore plus sentie cette image d'une urbanité triomphante. La thèse du déclin s'affirme avec la perte, pour Montréal, du statut de métropole canadienne. Le verdict est prononcé depuis le rapport Higgins-Martin-Reynauld (1970); il s'appuie sur des facteurs économiques ainsi que sur le caractère structurel de la crise de l'économie montréalaise. Le déclin de Montréal survient avec le vieillissement d'une industrie lourde incapable de se renouveler, de même qu'avec la relocalisation de secteurs clés vers l'Ouest et la perte d'influence du port (Thibodeau, 1997). Et puis il importe de redéfinir l'aire d'influence de la métropole en crise: le déclin ou la relance s'expliquent en effet par la lorgnette de la théorie des pôles de croissance et des places centrales. De nombreux rapports vont en ce sens, dont le Rapport Picard et l'analyse de la firme Secor (Coffey et Polèse, 1993). Cette thèse du déclin est longuement discutée par Coffey et Polèse (1993) qui, s'inspirant de la théorie des pôles de croissance, passent en revue tous les arguments pour accuser la faiblesse des élites montréalaises et la perte de l'arrière-pays canadien. L'analyse peut également accorder une grande importance aux questions culturelles, car n'est-ce pas l'accélération de la francisation de la société, avec la loi 101, qui a précipité la chute de la métropole? Quoi qu'il en soit, cette situation a pour effet de recentrer l'influence de Montréal à l'intérieur des limites provinciales, malgré un rôle primatial mal assumé face au reste du Québec (Sénécal et Manzagol, 1993).

À Montréal, les notions de métropole culturelle et de pôle culturel trouvent preneurs. Leur diffusion atteint nombre d'acteurs qui revendiquent dorénavant le titre de métropole culturelle pour Montréal, s'enorgueillissant d'un calendrier de fêtes et d'événements très chargés, fort d'équipements nombreux et diversifiés à cet égard, sans pour autant parvenir à dissiper cette impression de déclin. Mais le recours à la théorie de pôles culturels, d'ailleurs copiée sur celle des pôles de croissance, s'avère une impasse théorique: les pôles culturels ne seraient l'apanage que des villes riches, qui ne se serviraient finalement des arts et de la culture que pour accroître leur prestige (Laperrière et Latouche, 1996: 3; Latouche *et al.*, 1988). Dans ce contexte, le risque d'une telle interprétation n'est-il pas de réduire la culture à sa fonction économique?

Une autre piste a été proposée, celle de prétendre que la thèse du déclin s'est accompagnée d'une sorte de crise sociale: Montréal est témoin d'un éclatement des repères communs d'une société urbaine incertaine de son avenir et déjà divisée dans sa composition (Médam, 1978). Or cet éclatement conduirait soit à la refonte d'aires sociales ou de territoires d'appartenance appelés les petites patries (Marsan, 1983: 31-38), soit à une société urbaine divisée et conflictuelle. Force est donc de constater que Montréal, au fil du temps, présente l'image d'une modernité hésitante.

LES CHANCES MANQUÉES

Montréal a longtemps attendu son premier plan d'urbanisme qui, sitôt adopté en 1992, déçoit par son manque d'audace. Pendant 30 ans, le plan pouvait attendre, car les grandes interventions urbanistiques étaient d'un tout autre ordre. L'urbanisme de projets était l'option privilégiée. Rappelons que les initiatives pour relancer Montréal furent d'abord et avant tout de grands projets d'aménagement à

contenu culturel: l'Exposition universelle de 1967 et les Jeux olympiques de 1976. Curieusement, ces deux projets de portée internationale et prétextes à des aménagements monumentaux, définis comme deux portes d'entrée du Québec dans la modernité, annonçaient déjà la ville festive aux accents postmodernes. Mais ils ont laissé peu de traces dans la forme urbaine, autrement que par l'érection de ces deux isolats, certes de panache, mais qui n'irradient pas vers la ville, encore moins vers les quartiers anciens en demande d'intervention. Plus encore, l'Exposition de 1967, bâtie sur un remblai au milieu du fleuve¹, tourne le dos à la ville. Les Jeux de 1976 ont accaparé une grande friche, l'ancien parc Maisonneuve, sans qu'une intervention d'intégration avec les quartiers environnants n'ait été envisagée (Sénécal, 1995; Morin, 1997). De tels grands projets, qui drainent normalement des investissements importants, ont finalement peu contribué à la rénovation urbaine. Le cas de Montréal sert ainsi de contre-exemple, montrant ce qu'il ne faut pas faire à l'occasion de telles manifestations grandioses. Seize ans plus tard, en 1992, Barcelone trace la voie à suivre: à la faveur de Jeux olympiques, la ville est devenue le théâtre d'une vaste opération de rénovation urbaine.

Durant les années soixante et soixante-dix, la recherche du projet structurant est le dénominateur commun des propositions d'aménagement. L'expérience de rénovation urbaine table alors sur plusieurs projets, toujours identifiés comme moteurs ou structurants, conçus pour réanimer le centre-ville. Il ressort de ces projets de cité des arts, de cité des ondes ou de technoparcs, dont la figure emblématique est indubitablement l'édifice de Radio-Canada, un vaste sentiment d'échec: l'approche bulldozer laisse une ville démolie et des quartiers fragmentés (Dansereau, 1974). Les retombées, tant annoncées, se font toujours attendre. Il est curieux de constater que les grands projets de l'époque, exception faite du plan du nouveau métro, témoignent d'un fort refus d'intégration à l'espace urbain existant. Dans le même ordre d'idées, le système autoroutier se développe, mais les voies rapides ont un effet négatif sur la ville centrale, notamment par la dévalorisation foncière qu'elles suscitent en bordure: la structure du tissu urbain et la qualité du paysage s'en ressentent. Ainsi, c'est au nom de la même idée de progrès, de développement et «de faire moderne» que de larges cicatrices brisent la trame urbaine et hypothèquent d'autant le potentiel des quartiers centraux. C'est aussi à cette époque que les mouvements locaux et communautaires, ainsi que les groupes de protection du patrimoine, tels *Sauvons Montréal* ou *Héritage Montréal*, apportent une critique radicale des options d'aménagement urbain retenues à Montréal. Ils s'insurgent contre la lourdeur des infrastructures routières qui traversent le centre-ville et les quartiers populaires, contre les démolitions de logement par milliers et contre la dilapidation du patrimoine bâti. Par ailleurs, le démantèlement abrupt de l'exposition Corrid'art², à la veille des Jeux olympiques, témoigne de la rencontre de deux visions contradictoires en matière d'aménagement urbain. La première s'inscrit dans la logique de l'aménagement fonctionnel tout en supportant les propositions de développement urbain formulées par les promoteurs immobiliers. La seconde valorise l'ambiance et l'esprit du lieu propre à Montréal, tout en luttant pour la conservation du paysage urbain existant et surtout des ensembles patrimoniaux. Un mouvement associatif très varié et puissant, défendant le droit des résidants, et plus généralement des citoyens, à intervenir dans les débats d'aménagement et de développement, s'affirme alors.

LA CONSERVATION DU PAYSAGE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA NATURE: L'ÉCHEC RÉCURRENT DES PROPOSITIONS D'AMÉNAGEMENT

Le titre de métropole culturelle devient de plus en plus familier: est-ce le signe de l'impuissance à rétablir le rôle primatial de Montréal au plan économique? Toujours est-il qu'avec le Rapport Pichette s'impose le constat que la métropole prospère doit également être vibrante, autrement dit être «un lieu animé par ses arts, sa culture, ses commerces, sa gastronomie, ses manifestations sportives et ses nombreuses activités populaires» (GTMR, 1993: 9). Le rapport s'intéresse aux stratégies culturelles, au développement économique local, aux espaces libres, au verdissement de la ville et à l'environnement. Ses interventions s'attachent aux espaces marginaux, au paysage, au réaménagement urbain, pour insuffler culture et nature au cœur du projet urbain.

Incidemment, l'intrusion de la problématique environnementale dans la programmation urbaine ajoute à l'inquiétude face à l'étalement urbain et plus spécifiquement face à l'érosion des domaines agricoles et naturels. À cet effet, on peut rappeler combien est présente, depuis le siècle dernier et jusqu'à aujourd'hui, l'idée de planifier l'aménagement du système des espaces verts et libres, en parc ou en ceinture (Trépanier *et al.*, 1992: 6-7). Pourtant, toutes les tentatives de planification concernant les espaces libres et, dans le même esprit, l'aménagement de réseaux verts ou bleus ont échoué, à commencer par Archipel³. Plus près de nous, la proposition de créer une Commission métropolitaine de développement achoppe sur le principe d'un cadre d'aménagement planifié à l'échelle régionale et ce, au nom du droit au développement urbain que revendiquent les municipalités. Dans la lignée des projets d'aménagement vert et à incidence régionale, le projet de Réseau Vert montréalais réfère à une conception postmoderne de l'aménagement (Sénécal, 1997b). Sa conception fut d'abord guidée par une volonté de reconquête des espaces marginaux, telles les zones industrielles anciennes et les emprises ferroviaires. Dans cette optique, la ville en son entier devient un parc, un espace d'aventure et de découverte (Décarie, 1997). Le désenclavement du parc urbain vise à intégrer, dans l'esprit de l'urbanisme de réseaux, l'ensemble des espaces vécus, tout en élargissant la notion de loisir en ville et en valorisant les activités cognitives et sensorielles, telle la découverte du patrimoine industriel et des paysages urbains parmi les plus typiques (Sénécal, 1996; Sénécal et Saint-Laurent, 1997). Ce nouvel espace de loisir se veut adapté aux besoins des sociétés postindustrielles, favorisant une nouvelle façon de concevoir l'organisation du temps et de l'espace de loisir des citoyens. Sa réalisation chaotique témoigne des difficultés de mise en œuvre de telles approches.

Plus récemment encore, un nouveau discours de l'aménagement témoigne d'une mutation que reflète le bilan des *États généraux du paysage québécois* (1995). Celui-ci met en scène trois tendances fortes, soit le recours à l'écologie du paysage dans l'esprit du développement durable, le maintien de l'identité des lieux et la prise en compte de la dimension esthétique. S'il est hors de question de prétendre à une analyse exhaustive de cet événement, d'ailleurs dominé par les spécialistes de l'architecture de paysage, il est frappant de constater le nombre d'interventions

portant sur les parcs, les aménagements verts, la présence de la nature dans la ville et, plus généralement, sur la perception des lieux. Esthétisation de la ville, multifonctionnalité des lieux et quête de nature imprègnent dorénavant le projet urbain. De telles notions ne sont-elles pas déjà parvenues à influencer la programmation des politiques municipales? Elles ne relèvent cependant pas de la pensée unique: les relents de l'idéologie du progrès ne s'effacent pas totalement, malgré l'importance accordée à la qualité des paysages et malgré l'importance accrue de l'économie culturelle. Les idéaux de la modernité demeurent perméables à la question d'esthétique des formes naturelles et construites. Cela n'est pas nouveau; les grands mouvements d'urbanisme ne furent-ils pas créés, depuis la Révolution industrielle et jusqu'à nos jours, pour corriger les errements et le désordre des grandes villes? La nouveauté ne provient-elle pas du fait que la modernité semble désormais délestée de ses ambitions humanistes? La référence aux notions de pôle de croissance ou de métropole culturelle, maintenant à saveur environnementale, ne s'accompagne plus d'une quelconque vision sociale. Nombre de territoires, urbains comme ruraux, comme les anciens quartiers centraux, restent en mal de développement: ce sont des régions, des quartiers ou *des espaces qui perdent*. Pour tout dire, les théories du développement ne prophétisent plus l'émancipation.

LA REQUALIFICATION DES TERRITOIRES: LE SCEAU POSTMODERNE

Plusieurs des projets lancés avec en toile de fond les thèses du déclin ou de la relance de Montréal se rejoignent pour prôner le retour vers la société locale. On reporte ainsi vers le *local*, au nom de l'autodéveloppement, selon les canons de l'État accompagnateur et du postfordisme, le soin de trouver les bonnes stratégies de développement. La concertation, le partenariat et la responsabilisation des acteurs locaux sont à l'ordre du jour. La relance de Montréal exigerait ainsi des stratégies et des moyens «choisis par l'ensemble des parties et appuyés par les gouvernements supérieurs»: la mécanique d'une telle concertation des acteurs relèverait d'ailleurs de la future Commission métropolitaine (Thibodeau, 1997: 37).

Le plaidoyer en faveur de la création d'une Commission métropolitaine, dans le sillage de la naissance du ministère de la Métropole, réitère les objectifs de corriger les inégalités de développement, de prévoir de grands axes d'aménagement et d'harmoniser un tant soit peu la distribution des équipements sur le territoire métropolitain (Petrelli, 1997; Tellier, 1997; Thibodeau, 1997). En filigrane, on cherche à répondre au désordre appréhendé par l'élaboration d'une vision d'ensemble de l'aménagement du territoire métropolitain (Petrelli, 1997). Les formes d'intervention souhaitées s'ancrent tout à fait dans le contexte de la modernité avancée. Une telle proposition part notamment du constat que «l'évolution inquiétante du tissu urbain montréalais» se poursuit et confirme la forme de *trou-de-beigne* de l'agglomération (Tellier, 1997: 100 et suivantes). Par contre, les appels en faveur d'une planification métropolitaine débouchent sur une contradiction apparente: la création d'une instance régionale décisionnelle mène à une gestion centralisée et hiérarchisée du territoire, tant décriée par les acteurs locaux, alors que la reconnaissance de l'autonomie locale déjoue toute tentative de planification raisonnée. Dans ce

contexte, comment parvenir par exemple à un plan de conservation des espaces verts et naturels à l'échelle régionale?

Si la concertation à l'échelle métropolitaine s'avère difficile, il en va tout autrement à l'échelle locale. À ce niveau, il convient de rappeler le rôle dévolu à Montréal aux Corporations de développement communautaires locales qui, chargées d'initier la concertation des acteurs locaux conduisant aux stratégies de développement, révèlent la force de cette volonté décentralisatrice, menant à l'autonomie et à la responsabilisation des acteurs *in situ* et, en même temps, à une érosion des grands idéaux de la modernité comme l'égalité des chances ou le principe de rattrapage. La requalification des territoires par les acteurs locaux eux-mêmes engage des efforts considérables, autour de projets ponctuels, avec des résultats souvent intéressants, sans convaincre sur leur portée générale. La domination du *local* comme lieu de gestion du territoire et de médiation des options d'aménagement, au nom de l'autonomie et de la responsabilisation des acteurs, comporte aussi le risque de masquer toute référence à un quelconque intérêt général.

Dans cette perspective s'enracinent des pratiques décentralisatrices ayant pour effet de reporter vers le *local* le fardeau de trouver les avenues du développement et de prévoir les formes d'aménagement. On assiste ainsi à l'émergence de la ville des acteurs, qui s'articule sur des formes de gestion partenariale; sa configuration territoriale ressemble à une mosaïque de petits royaumes, jaloux de leurs intérêts spécifiques souvent contradictoires, aux stratégies d'aménagement différenciées et à portée réduite. Ce faisant, la rémanence des idéaux de la modernité, qui couve sous les appels en faveur de la création d'une Commission métropolitaine, se bute sur cette réalité territoriale éclatée et multiple. Par exemple, le souci de la qualité environnementale et paysagère imprègne tous les discours, car de telles thématiques se répercutent dans les débats sociaux et deviennent des enjeux, sans pour autant conduire à des stratégies efficaces de gestion et d'aménagement urbains.

CONCLUSION

En somme, le grand récit urbain moderne, rapidement esquissé dans cet article, s'accompagne désormais de propositions postmodernes. Les deux approches finissent par s'entremêler, à laisser leur trace dans la thèse de la crise, comme dans la formulation des projets de relance. Ils surgissent comme le serpent de mer à intervalles de temps réguliers dans le corpus du réaménagement de Montréal. Ils coexistent, encore sous tension, mais sans s'annuler l'un l'autre, pour se rejoindre sur cette valorisation des potentialités locales et, du même souffle, de la décentralisation des choix stratégiques de développement. Les deux propositions s'ouvrent désormais aux perspectives de métropole culturelle ou de ville durable, à travers les thèmes de la qualité de vie et de l'environnement, de la conservation des paysages ou de la ville festive. Mais, si de telles considérations en aménagement se rencontrent au cœur des délibérations entre les acteurs locaux, elles ne trouvent pas de résonance à l'échelle métropolitaine, où s'accrochent encore les idéaux de la modernité.

REMERCIEMENT

L'auteur souligne la contribution financière du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

NOTES

- 1 Les commentaires entendus lors des 30 ans de l'Exposition ont permis de lever le voile sur le choix du site. On y a appris que le premier choix de l'administration municipale d'alors était Pointe-Charles-Charles, que l'on voulait raser.
- 2 L'exposition Corrid'art consistait en une série de modules, situés le long de la rue Sherbrooke, et devant représenter le Montréal perdu. On y retrouvait notamment la reconstitution de façades des bâtiments démolis.
- 3 Archipel survient, à ses débuts en 1979, à l'initiative de Hydro-Québec qui entend harnacher le cours du fleuve Saint-Laurent et profiter du seuil formé par les rapides de Lachine pour produire de l'hydroélectricité. Il s'accompagne d'une volonté de mise en valeur des rives et des plans d'eau de la région de Montréal, liant nature et loisir dans une perspective intégrée. Le projet se concentre sur la fonction récréotouristique après le capotage de l'aménagement hydroélectrique.

BIBLIOGRAPHIE

- AHTIK, Vitomir (1988) Présentation, la reconquête de la ville. *Cahiers de Recherche Sociologique*, 6 (2): 5-12.
- BERDOULAY, V. et ENTRIKIN, J. N. (1994) Singularité des lieux et prospective. *Espaces et Sociétés*, 74-75: 188-201.
- BLANCHARD, Raoul (1953) *Montréal, esquisse de géographie urbaine*, 2^e édition présentée par Gilles Sénécal (1992) Montréal, VLB éditeur.
- CHOAY, Françoise (1965) *L'urbanisme, utopies et réalités, une anthologie*. Paris, Seuil (Coll. «Points»).
- COFFEY W. J. et POLÈSE, M. (1993) Le déclin de l'empire montréalais. *Recherche Sociographiques*, 34 (3): 417-437.
- DANSEREAU, Francine (1974) Les aléas de la rénovation urbaine: l'expérience des quinze dernières années, réédition. In G. Bourassa et J. Léveillé (1986) *Le système politique de Montréal*. Cahiers de l'ACFAS, 43: 407-422.
- DÉCARIE, Jean (1997) Le réseau vert, un sentier urbain dont la ville est le parc. Communication présentée lors du colloque *La patrimoine est-il soluble dans la postmodernité?*, 65^e congrès de l'ACFAS, Université du Québec à Trois-Rivières.
- GTMR (Groupe de travail Montréal et sa région) (1993) *Montréal, une ville région*.
- HAMEL, Pierre (1993) City, Modernity and Postmodernity: The Crisis of Urban Planning. *Canadian Journal of Urban Planning*, 2 (1): 16-29.
- HIGGINS, B., F. Martin, et A. Reynauld (1970) *Les orientations du développement économique du Québec*. Ottawa, MEER.

- LANKEN, Dane (1991) Montreal: At the New Crossroads. In B. Demchinsky, *Grassroots, Greystones and Glass Towers*. Montréal, Vehicule Press, pp. 11-28.
- LAPERRIÈRE, Hélène et LATOUCHE, Daniel (1996) *So Far From Culture and so Close to Politics: the New Art Facilities in Montreal*. Montréal, INRS (Coll. «Culture et Ville»).
- LATOUCHE, Daniel, GERMAIN, Annick et DANSEREAU, Francine (1988) *Formes et lieux de l'expression culturelle à Montréal. Problématiques et concepts*. Montréal, INRS-Urbanisation.
- LEY, David (1993) Co-operative Housing as a Moral Landscape. In J. Duncan et D. Ley, (éds) *Place, Culture, Representation*. Londres et New York, Routledge, pp. 128-148.
- LYOTARD, Jean-François (1979) *La condition postmoderne*. Paris, Éditions de Minuit.
- (1993) Note on the Meaning of Post. In Thomas Docherty, *Postmodernism, a Reader*. New York, Columbia University Press, pp.47-50.
- MARSAN, Jean-Claude (1974) *Montréal en évolution*. Montréal, Fides.
- (1983) *Montréal, esquisse du futur*. Québec, IQRC.
- MÉDAM, Alain (1978) *Montréal interdite*. Paris, Presses Universitaires de France.
- MINVILLE, Esdras, éd. (1943) *Montréal économique*. Paris, Fides et École des Hautes-Études Commerciales.
- MORIN, Guy (1997) *La cathédrale inachevée*. Montréal, XYZ
- PETRELLI, Robert (1997) Vers la création d'une Commission métropolitaine pour la grande région de Montréal. In Luc-Normand Tellier (éd.) *Les défis et les options de la relance de Montréal*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, pp. 121-142.
- SÉNÉCAL, Gilles (1995) Le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal: le réaménagement d'une zone industrielle ancienne face à la nouvelle urbanité postmoderne. *Canadian Geographer / Le Géographe Canadien*, Canadian Urban Landscape Examples - 12, 39 (4): 353-362.
- (1996) Les avatars du Réseau vert métropolitain: regards rétrospectifs et discours changeants de l'administration municipale de Montréal. Communication présentée lors du colloque *Les espaces ouverts et la structuration du territoire urbain et métropolitain*, 64^e congrès de l'ACFAS, Université McGill, 14 mai.
- (1997a) La métropole nature, Montréal agrandi et gouverné selon le plan de Paris, la thèse oubliée de G.A. Nantel. *L'environnement urbain, regards croisés des scientifiques et des professionnels*. Paris, Laboratoire Géographie et culture, Université de Paris IV-Sorbonne, 6-7 octobre.
- (1997b) Le Réseau Vert de Montréal: un équipement postmoderne? In Jean-Pierre Augustin et Daniel Latouche (éds) *Lieux culturels et contextes des villes*. Bordeaux, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, à paraître.
- SÉNÉCAL, Gilles et MANZAGOL, Claude (1993) Montréal ou les métamorphoses du territoires. *Cahiers de Géographie du Québec*, 37 (101): 351-370.
- SÉNÉCAL, Gilles, SAINT-LAURENT, Diane, avec la collaboration de MUNOZ, Marcella (1997) Le Réseau Vert de Montréal: les contraintes environnementales dans l'appropriation des espaces libres. *Plan Canada*, 37 (1): 20-28.
- SÉNÉCAL, Gilles et SAINT-LAURENT, Diane (1999) Espaces libres et enjeux sociaux de la nature en ville. Deux récits du développement urbain à Montréal. *Recherches Sociographiques*, à paraître.

-
- SOKOLOFF, Béatrice (1988) Interventions urbanistiques, le retour de l'espace. *Cahiers de Recherche Sociologique*, 6 (2): 131-146.
- TELLIER, Luc-Normand (1997) L'option montréaliste. In Luc-Normand Tellier (éd.) *Les défis et les options de la relance de Montréal*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, pp. 99-120.
- THIBODEAU, Jean-Claude (1997) La relance de Montréal, une question de long terme. In Luc-Normand Tellier (éd.) *Les défis et les options de la relance de Montréal*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, pp. 25-37.
- TRÉPANIÉ, Marie-Odile *et al.* (1992) Recherche sur les modes de planification et de gestion en vue de la politique sur les espaces libres de la Ville de Montréal, Institut d'urbanisme, Université de Montréal, Notes de recherche, URB 16.
- VOYÉ, Liliane (1990) Les images de la ville. Questions au postmodernisme. *Espaces et Sociétés*, 57-58: 73-85.